

Le rapport Attali, opportun ou hors de propos ?

Propos recueillis par Simon Piel et François Sionneau

Jacques Attali a présenté mercredi 23 janvier son rapport sur la "libération de la croissance" au président de la République. Sur les 316 propositions, quelles sont les mesures opportunes, et celles qui sont hors de propos ? Nouvelobs.com a interrogé journalistes et économistes sur le sujet.

Notre question :

Parmi les propositions du rapport Attali, lesquelles vous paraissent opportunes et lesquelles vous semblent hors de propos ?

Les réponses :

Vincent Beauflis, *directeur de la rédaction de Challenges* :

- "Ce qui me semble opportun a trait à l'intitulé même de la commission pour "la libération de la croissance". C'est-à-dire l'ouverture totale du commerce et des services à la concurrence, la fin des seuils sociaux pour les PME, la fin du numerus clausus dans les professions réglementées, la levée des obstacles au cumul emploi-retraite. Un exemple : S'il y avait les mêmes règles pour les taxis en France qu'en Finlande, il y aurait 80.000 taxis dans l'agglomération parisienne. Tout le volet qu'Attali a rajouté sur l'environnement, sur les dépenses de santé...sont de trop. Ce n'est pas le sujet. Attali a voulu ajouter des propositions sur l'environnement car il a estimé que le Grenelle était flou et non chiffré, mais il n'aurait pas dû."

Denis Clerc, *conseiller de la rédaction d'Alternatives Economiques* :

- "La grande majorité des propositions sont opportunes. Je pense en particulier à la lutte contre l'échec scolaire ou à la lutte contre le malthusianisme dans les grandes écoles. Je pense également à certaines abrogations de lois, notamment sur l'urbanisme commercial ou l'ouverture à la concurrence de professions réglementées. Tout cela va plutôt dans le bon sens.

Parmi les mesures, on en trouve d'autres qui sont aussi justifiées mais que je considère inapplicables : c'est le cas pour la suppression du département. D'un point de vue administratif, le département ajoute davantage de complexité qu'il n'apporte d'effets positifs en termes de proximité. Aucun pays de l'Union européenne ne possède autant de niveaux de gouvernance. Mais l'unification de la région et du département, si elle est indispensable d'un point de vue rationnel, pose d'immenses problèmes de transferts de personnels, par exemple. Cette proposition n'est donc pas idiote, mais je n'y crois absolument pas.

Il en va de même pour la mise sous conditions de ressources des allocations familiales.

Et puis, le rapport propose quelques trucs farfelus, voire dangereux. C'est le cas pour les Ecopolis qui seraient des villes nouvelles qui coûteraient des fortunes. Or, dans un pays comme la France déjà urbanisé à 80%, ce qu'il faut, c'est transformer les villes déjà existantes.

Et puis, il y a des gadgets comme "l'e-administration" qui n'a pas besoin du rapport Attali pour se développer."

Michel Husson, *économiste à l'IRES* :

- "Sur les mesures opportunes, il y a des propositions assez symboliques. Qui peut être contre les propositions sur l'éducation des enfants ? De même s'agissant du coup de pouce aux logiciels libres, c'est une bonne idée. La publication des décrets en même temps que les lois, c'est important, même si c'est contraire à la pratique. Enfin la proposition sur les délais de paiement des PME me semble justifiée. Mais les propositions qu'on peut juger intéressantes sont noyées dans des choses plus précises qui constituent un tournant vers une libéralisation de l'économie. Par exemple sur les privilèges. Je crois que les taxis et les coiffeurs vont être étonnés d'être considérés comme des privilégiés. Toutes les études récentes montrent qu'il y a une distribution inégalitaire des revenus, et la concentration des revenus est croissante. Le feu se concentre sur les professions réglementées. Il y a un côté "cocasse" comme dit François Hollande. On ne peut espérer d'effets extraordinaires sur la croissance avec ces petites mesures. Attali fait en revanche un constat juste sur l'économie de la connaissance. Mais la question de savoir pourquoi les entreprises françaises sont en retard dans l'économie de l'innovation n'est pas posée. Il y a une lacune dans l'analyse. Il y a un point dans ce rapport qui structure tout le reste. Il faut, en effet, le mettre en perspective avec la nécessité de réduction des dépenses publiques. L'élément dynamique serait donc le privé. Or c'est très discuté car le secteur ne s'est pas montré si dynamique. En outre, il y a une phrase que j'ai relevée : "Un pays qui s'endette n'aime pas ses enfants". C'est une erreur de penser cela, car c'est contraire à ce qui se passe. Le déficit public est couvert par des emprunts de l'Etat auprès des classes qui ont de l'épargne, à qui ont fait des cadeaux fiscaux. Une autre remarque à propos de la mesure sur les nouveaux allègements de cotisations accompagnés d'un basculement sur la TVA et la CSG. Toutes les analyses consistent à dire que cette baisse va être payée par les consommateurs. Cette perte pour les budgets sociaux va être financée par les salariés-consommateurs. Enfin, on trouve aussi quelques bizarreries dans le rapport. S'agissant du contrat de travail et de la rupture à l'amiable, Attali propose une indemnisation très supérieure à ce qui a été conclu dans l'accord sur la réforme du marché du travail. Un mot pour finir sur sa volonté de faire de l'Insee une agence. Paradoxalement, le fait que ça dépende du ministère de l'économie est un gage d'indépendance. L'exemple britannique l'a montré."

Jacques Julliard, *éditorialiste au Nouvel Observateur* :

- "Plutôt que de distinguer gauche et droite, je crois qu'il faut faire la différence entre les propositions inspirées par l'observation de la réalité et celle qui découlent d'un esprit de système. Les mesures sur l'économie du savoir, le développement de pôles universitaires d'excellence, ou les mesures d'évaluations des fonctionnaires, des professeurs, ce sont des bonnes idées. En revanche, il y a un certain esprit d'abstraction. Un exemple : faire évaluer les professeurs par des étudiants de l'université, pourquoi pas ? Mais quelle est la pertinence de demander à des collégiens de 12/13 ans de juger leur professeurs ? Les propositions sur l'enseignement sont bonnes. En revanche, demander à ce que les enfants sortent de l'école primaire en sachant lire, écrire, compter, maîtriser les bases de l'économie, de l'anglais, de l'informatique et de la morale, c'est ubuesque. Aujourd'hui, 25% des enfants qui sortent de l'école primaire ne savent pas lire. Tout est très variable dans ce rapport. La déréglementation, par exemple, je suis plutôt pour. Tout le monde sait par exemple qu'il manque cruellement de taxis à Paris. En revanche, est-ce qu'on manque de pharmaciens ou de coiffeurs ? Je n'en suis pas sûr. Sur les départements, je suis pour leur suppression progressive, comme le propose Jacques Attali. Mais j'ajoute que ça n'a aucune chance d'aboutir étant donné que la droite et la gauche sont contre. Enfin sur l'immigration, il faut bien voir que les propositions du rapport sont contraires à la politique de Sarkozy. La contradiction est formelle, et je ne vois pas comment le chef de l'Etat pourrait reprendre à son compte ces propositions. En outre, ouvrir à l'immigration tous azimuts est irresponsable. Cela signifierait que les 2 millions de chômeurs en France sont définitivement perdus. Je crois qu'il faudrait d'abord former ces gens-là. Pour conclure, je dirais que ce rapport tient un peu de l'inventaire à la Prévert. Faire 316 propositions, c'est absurde. Il fallait définir quelques grands axes. Il n'y a aucune chance que Sarkozy applique 10% des propositions. Le rapport Camdessus, sorti il y a trois ans, avait bien plus de cohérence."

Liêm Hoang Ngoc, économiste, maître de conférence à Paris I. Membre fondateur d'Attac, secrétaire général du club "Nouveau Monde" :

- "Ce qu'il faut, c'est analyser globalement la cohérence du rapport, comme le demande d'ailleurs Jacques Attali. Or, il n'y a rien de réellement nouveau dans ce rapport. C'est surtout une compilation d'idées dans l'ère du temps et qui ont déjà été traitées à plusieurs reprises dans le passé. En gros, il considère que les principaux freins à la croissance sont le poids de l'Etat, la réglementation de la concurrence, etc. Au fond, il invite à approfondir les politiques engagées depuis le début des années 90. Quand le rapport Attali invite à rompre avec le modèle de 1945, c'est quelque chose qui est déjà largement commencé.

Ce que j'aurais apprécié, c'est que la commission soit l'occasion de dresser un bilan d'étapes des politiques proposées : sur le pouvoir d'achat, sur le creusement de la dette, sur la croissance atone, sur les baisses d'impôt... Le rapport ne dit absolument rien sur la politique industrielle par exemple. Evidemment, il y a des propositions avec lesquelles on peut être en phase. Mais, en fin de compte, le rapport ne constitue qu'un écho aux chantiers que Sarkozy a commencé à creuser comme l'autonomie des universités ou l'immigration choisie."

Henri Sterdyniak, économiste à l'OFCE :

- "Je trouve opportun l'idée d'aider les secteurs d'avenir, l'idée de s'occuper du logement social, l'idée de s'occuper des infrastructures, l'idée de demander aux entreprises de faire un bilan de leurs employés par âge, par sexe, et par origine, enfin l'idée de rémunérer sous certaines conditions les chômeurs qui font des efforts de formation. En revanche je trouve inopportun de supprimer les départements alors qu'un rôle de premier plan leur a été donné en ce qui concerne l'aide sociale. Inopportun de diminuer le rôle de la loi en matière sociale et d'augmenter le poids des négociations parce que les syndicats en France ne sont pas assez forts. Illusoire de dire qu'il ne faut plus mettre de limite d'âge pour travailler. Injuste d'augmenter la CSG et la TVA, puisque ça diminuera le pouvoir d'achat des ménages. Injuste aussi de pénaliser les classes moyennes en leur supprimant les allocations familiales. Illusoire aussi de s'en prendre à des professions comme les taxis ou les coiffeurs en oubliant les salaires élevés du secteur financier. Contestable enfin, l'idée de réduire le poids des finances publiques dans le PIB sans dire desquelles il s'agit.

Jean-Marc Sylvestre, journaliste, chroniqueur sur LCI et France Inter :

- "La démarche dans sa forme et dans le fond me paraît opportune. Le diagnostic n'est pas très original car il était déjà partagé par de nombreux économistes pendant la campagne présidentielle. Ce qui est intéressant, c'est l'addition des recommandations et de la volonté politique. Dans son rapport, Jacques Attali tient compte des contraintes et des opportunités de la mondialisation, des progrès technologiques, et de l'économie de marché. Domaines dans lesquels la France avait pris beaucoup de retard. L'université, la libération des secteurs protégés, la libération du commerce, la réduction des dépenses publiques, tout ça c'est urgent."

Xavier Timbaud, directeur du département analyses et prévisions à l'OFCE :

- " Les propositions opportunes sont toutes celles qui concernent l'effort d'éducation, de recherche et de développement. Les moins opportunes sont les propositions absentes du rapport. Est-ce que, par exemple, pour une politique de croissance, il faut une politique de régulation conjoncturelle en Europe ou pas ? Est-ce un élément pertinent pour donner une chance de succès à la relance économique ? Ensuite, il y a un silence assez curieux sur le secteur financier. Faut-il plus de concurrence ? A mon sens oui. C'est une profession très réglementée qui a échappé aux réformes. Or le secteur me semble plus stratégique pour la relance de la croissance que celui des pharmaciens ou des notaires. Enfin, et là encore le rapport n'aborde pas la question. Comment coordonner la stratégie de croissance avec l'Europe ? Y-a-t-il une synergie envisagée ?"